

Yu Zhejun, *Shenming yu shimin. Minguo shiqi Shanghai diqu yingshen saihui yanjiu* (Détités et citadins. Recherches sur les processions populaires à Shanghai durant l'époque républicaine)

Shanghai, Shanghai Joint Publishing Company, 2014, 312 p.

Benoît Vermander



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7262>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2015
Pagination : 80-81
ISBN : 979-10-91019-17-0
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Benoît Vermander, « Yu Zhejun, *Shenming yu shimin. Minguo shiqi Shanghai diqu yingshen saihui yanjiu* (Détités et citadins. Recherches sur les processions populaires à Shanghai durant l'époque républicaine) », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2015/4 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7262>

cohérent permettant de créer un sentiment d'identité nationale ; le récit de l'occupation japonaise a tout juste permis par contraste de dédramatiser les colonisations espagnoles et américaines... À Singapour (chapitre onze), l'image idéalisée du Japon est utilisée de façon ambivalente : à la fois ennemi et modèle dans les manuels, mais modèle de gouvernance pour le pouvoir politique.

Parmi les contributions n'étudiant pas spécifiquement l'image du Japon agresseur, celle de Simon Avenell (chapitre deux) analyse la façon dont le gouvernement de Singapour a construit une image du Japon et s'en est servi à travers la campagne « Apprendre du Japon » lancée à la fin des années 1970. Même si l'impact de la campagne sur l'image du Japon dans la population n'est pas clair, Simon Avenell affirme qu'à long terme l'utilité idéologique de la campagne a été « d'apprendre à la population à être des Singapouriens productifs, patriotiques et conciliants, et à légitimer la persistance d'une gouvernance autoritaire et des politiques économiques libérales et développementalistes. L'image du Japon a été un bon outil pour court-circuiter militantisme ouvrier et dissidence politique [...] » (p. 45). Dans le Taiwan des années 1990, c'est aussi un Japon idéalisé loin de la réalité sociale de l'archipel qui est magnifié dans les mangas et ce qui est appelé la « culture populaire ». On retrouve là une relation triangulaire avec les États-Unis ou la Chine, particulièrement explicite dans la contribution d'Alisa Jones (chapitre neuf). À travers une analyse brillante de la façon dont les manuels d'histoire taiwanais ont traité dans la longue durée les relations de l'île avec l'archipel nippon et le continent chinois, elle montre comment la construction de l'identité taiwanaise a nécessité des glissements et des arrangements dans les statuts d'altérité de ses deux voisins, la Chine populaire prenant progressivement la place du Japon en tant qu'« Autre » dominant. Cette analyse fait écho à celle de Paul Morris et Edward Vickers concernant Hong Kong. La situation de la Région administrative spéciale (RAS) est un peu le miroir inversé de la situation à Taiwan, puisque le récit sur le Japon a pour obligation de se fondre dans le discours continental et de servir l'unité de la nation.

Les différents articles rassemblés ici offrent une étude intéressante et diversifiée de l'instrumentalisation de différents statuts d'altérité dans le processus de légitimation politique ou de construction d'une identité. Malgré une focalisation sur le récit de l'occupation japonaise biaisant un peu l'analyse, la situation semble assez inquiétante pour le Japon qui souffre d'une image majoritairement négative, surtout chez ses voisins directs chinois et sud-coréens. La situation semble meilleure dans les pays et territoires où la légitimité de l'État ou des politiques étatiques peuvent s'appuyer sur un supposé modèle japonais, ou lorsque d'autres pays peuvent jouer le rôle de l'« Autre » dominant ou ennemi.

■ Yves Russell est doctorant en histoire et civilisation à l'EHESS, Paris (yvesrussell@gmail.com).



Yu Zhejun, *Shenming yu shimin. Minguo shiqi Shanghai diqu yingshen saihui yanjiu* (Détetés et citoyens. Recherches sur les processions populaires à Shanghai durant l'époque républicaine), Shanghai, Shanghai Joint Publishing Company, 2014, 312 p.

BENOÎT VERMANDER

Cet ouvrage traite de la constitution de la société civile dans le Shanghai de l'époque républicaine et du rôle joué par la religion populaire dans ce processus. Les enjeux de la question vont manifestement au-delà du simple intérêt historique, et c'est là une raison de rendre compte de cette excellente étude.

Restons un moment sur le titre, dans lequel deux points sont à expliciter. Le premier réside bien entendu dans l'usage du terme de *shimin* 市民, auquel, du propre aveu de l'auteur, le chinois préfère garder un certain vague, et que l'on peut aujourd'hui traduire indifféremment par « citoyen » ou « citoyen » ; la thèse doctorale à l'origine de cet ouvrage ayant été rédigée en allemand, le terme de *Bürger* qui y est utilisé n'éclaire guère la traduction à privilégier. Une occasion de rappeler l'admonestation de Rousseau : « La plupart des gens prennent une ville pour une cité et un bourgeois pour un citoyen. Ils ne savent pas que les maisons font la ville mais que les citoyens font la cité ». Il n'en reste pas moins qu'historiquement le terme *shimin* a d'abord renvoyé en chinois à « civil », à « citoyen » : la *bürgerliche Gesellschaft*, le terme introduit par Hegel dans la pensée politique moderne, est rendu dans les textes marxistes par *shimin shehui*. Mais, pour parler de « société civile », le terme de *gongmin shehui* est aujourd'hui le plus fréquent, au moins en Chine continentale, et la connotation de l'expression renvoie aux « affaires publiques » : la société civile, dans le sens ainsi accrédité, est celle qui participe de son propre mouvement aux affaires publiques. En tout état de cause, dans l'ouvrage qui nous intéresse ici, ce sont des « citoyens » – et ceux de la ville chinoise alors à la pointe de la « modernité » – qui sont potentiellement les acteurs d'une société civile en gestation. Les deux connotations du terme ne sauraient donc être séparées.

Le second point à expliciter renvoie à l'expression *yingshen saihui* 迎神賽會. Il s'agit des processions dans lesquelles est portée la statue d'un dieu, dont le territoire est ainsi marqué, et ce sont donc les habitants de ce territoire qui accueillent la déité qui le visite. L'auteur relève avec raison que, si aujourd'hui le caractère *sai* 賽 a surtout pris le sens de concours ou compétition, l'expression *saishen* 賽神 renvoie à une offrande, un sacrifice d'action de grâce (p. 60). Le type de processions dont il s'agit ici concerne des déités locales, en charge d'un territoire ; le départ d'un territoire donné (temple, hall) et le parcours d'un espace circonscrit à des moments fixés de l'année constituent le cœur du rituel en question. Les habitants du territoire donné, et non les clercs, sont les organisateurs et acteurs du rituel.

L'ouvrage se situe en introduction dans la ligne de Paul Katz, lequel a suggéré que l'étude de la société civile et de la formation d'un espace public en Chine ne saurait faire abstraction de celle de la religion populaire (voir *Demon Hords and Burning Boats: The Cult of Marshall Wen in Late Imperial Chekiang* – un type d'approche rejeté par Yves Chevrier par exemple, pour lequel le surgissement de la société civile ne saurait être ramené à toute

manifestation autonome du social en regard du politique). Les études de Kenneth Dean sur espaces rituels et société civile sont également rappelées un peu plus loin dans l'ouvrage.

La première partie, sans doute moins intéressante pour le lecteur étranger, est toute entière axée sur le concept occidental de société civile et sur son applicabilité (ou non) au contexte chinois. Sur ce dernier point, les études de Rowe, Rankin et Wakeman sont soigneusement recensées. Si la question de la possibilité, du degré et du mode de l'entrée de la Chine dans le modèle occidental de la société civile reste ouverte, l'auteur défend la valeur heuristique de ce modèle pour rendre compte des évolutions sociétales chinoises. C'est sur la base de ces recensions préliminaires que Yu Zhejun élabore la thèse suivante : la religion populaire est le mode d'auto-organisation privilégié de la société chinoise, manifesté d'abord et surtout par la façon dont les festivals et les temples sont gérés et pris en charge (p. 56).

Cette thèse introduit à la seconde partie, laquelle commence par un historique des processions populaires, dont nous avons évoqué la substance un peu plus haut. Leur déroulement est ensuite situé dans le contexte du Shanghai de l'époque républicaine, avec ses particularités géographiques (certaines de ces processions se déroulent sur les voies navigables) et juridico-politiques (notamment la remise à plat des relations entre État et religions). La chorégraphie de la procession suit des règles assez générales (rites d'ouverture, danses, interventions des « pénitents », transport du palanquin ou des palanquins des dieux). Durant la période considérée (1912-1949), 200 processions plus ou moins se partagent chaque année les territoires de ce qui constitue aujourd'hui Shanghai (pp. 107-121). Un chapitre important est consacré aux trois processions annuelles organisées à partir du temple du dieu des murs et des fossés (*chenghuangmiao*) de la vieille ville de Shanghai. Le dieu de la ville, dont le culte trouve son origine dans les dieux du sol, devint intégré aux institutions et sacrifices d'État lorsque le fondateur de la dynastie Ming, Taizu (r. 1368-1399), rendit obligatoire la création d'un temple à lui dédié dans chaque district et préfecture. À Shanghai, un temple existant fut converti à cet usage. L'incendie de 1924 entraîna une reconstruction d'ampleur en 1926-1927. Yu Zhejun y voit une étape importante dans l'affirmation d'une société civile qui prend alors la place d'un gouvernement local défaillant et s'organise en un comité très structuré qui veille à la fois à maintenir des pratiques religieuses populaires, à animer des œuvres charitables et à assurer à son action une base financière pérenne. Elle tient en même temps à se doter de statuts et à obtenir une reconnaissance légale explicite, ce qui n'empêchera pas qu'interviennent des conflits répétés avec le gouvernement local, dont le contrôle des ressources financières fournit la clé explicative (p. 195-198).

Cette analyse est complétée par celle de quelques conflits marquant la traversée des territoires à l'occasion des processions. Ainsi, à Pudong, certains des participants menèrent des actions contre le bâtiment de l'église catholique de Zhangjialou (dont l'existence est attestée dès 1744). En l'occurrence, les racines du conflit sont à chercher dans le refus de longue date des catholiques de participer aux frais afférant à l'organisation des festivals (pp. 227-229). Surtout dans les quartiers périphériques, d'autres conflits opposent directement (parfois violemment) la population et les autorités locales, sur la légalité, le type d'activités autorisées et les dépenses occasionnées par les processions.

La conclusion tente de redonner un visage à ces participants aux processions, et surtout de retracer le mode d'organisation qu'ils se donnent durant l'époque considérée ; ces organisations dépassent familles et lignages ; elles veulent s'inscrire dans la nouvelle légalité (et dans la « civilisation » que

cette dernière entend incarner) et elles entrent ainsi dans un processus de négociation avec l'État. Ces nouvelles structures se veulent pluralistes, légalisées, éclairées, autogérées. Elles entretiennent en même temps des relations malaisées, souvent conflictuelles, avec les autorités locales. Revenant vers la fin à la sociologie religieuse, et notamment au modèle classique de C. K. Yang (*Religion in Chinese Society*), l'auteur se demande si l'étude des processions populaires et de l'organisation qu'elles se donnent ne change pas quelque peu le regard ordinairement porté sur la religion populaire : leur examen permet de transcender, au moins pour partie, la distinction peu satisfaisante entre religion « organisée » et religion « diffuse ». Dans l'étude des religions chinoises, les conséquences de l'observation de ces groupes de laïcs fortement organisés n'ont pas encore été tirées.

Le travail de Yu Zhejun est une contribution riche et minutieuse à l'histoire religieuse et sociale du Shanghai de la période républicaine. Son approche de la société civile reste marquée par la tradition sociologique classique, mais est peu informée par la théorie politique. Et elle a quelque mal à s'ancrer sur un objet empirique d'étude qui reste sans doute trop restreint par rapport aux questions soulevées en première partie. Néanmoins, au-delà même de l'intérêt documentaire de l'ouvrage, la description de l'auto-organisation de micro-sociétés locales suggère des perspectives intéressantes pour l'approche de la société contemporaine. Le rôle joué par des groupes de laïcs organisés sur une base territoriale n'est du reste pas forcément restreint à la sphère de la religion populaire traditionnelle, et des parallèles pourraient être tracés avec la façon dont des organisations protestantes notamment tentent aujourd'hui de procéder. Dans un autre registre, l'importance de la notion de « territoire » et la façon dont des processus rituels entreprennent de sacraliser les territoires locaux demeurent des sujets riches d'implications.

■ Benoît Vermander est professeur à la faculté de philosophie de l'Université de Fudan, Shanghai (mdwei@fudan.edu.cn).

Livres reçus

Ming-sho Ho, Working Class Formation in Taiwan: Fractured Solidarity in State-Owned Enterprises, 1945-2012, New York, Palgrave Macmillan, 2014, 247 p.

Joan Judge, Republican Lens: Gender, Visuality, and Experience in the Early Chinese Periodical Press, Oakland, University of California Press, 2015, 348 p.

Anne Kerlan, Hollywood à Shanghai. L'épopée des studios Lianhua, 1930-1948, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 456 p.

Daniel H. Rosen et Beibei Bao, Broken Abacus?: A More Accurate Gauge of China's Economy, Washington/Lanham, CSIS/Rowman & Littlefield, 2015, 224 p.

Teresa Wright, Party and State in Post-Mao China, Cambridge, Malden, Polity Press, 2015, 221 p.